Dans ce document synthétique, je me suis efforcé de restituer une vision globale des thématiques abordées dans ma Déclaration de principes et divers documents publiés dans Imperium. Comme tout résumé, ce texte n'est sans doute pas exempt de raccourcis ou d'impasses, mais il rend compte de l'essentiel.

Paul Vicich, octobre 2022

1. Constat politique

Le clivage gauche-droite appartiendrait au passé pour beaucoup de français. La gauche historique s'est fracturée en de multiples chapelles qui subissent toutes à des degrés divers une érosion régulière de leurs audiences. Depuis le tournant de la rigueur des années 80 et l'abandon de la lutte contre la propriété privée des moyens de production et d'échanges, le PS, autrefois dominant à gauche, apparaît marqué par une absence évidente de renouveau idéologique propre à lui conférer à une identité politique propre, le réduisant à la thématique décalée des « valeurs ».

Pendant ce temps, la réalité vécue au quotidien est celle d'un déclassement à la fois économique et culturel à mesure que s'étend la mondialisation. Les difficultés de la vie courante s'aggravent continuellement et plus personne ne doute désormais que cette dégradation ne se poursuive pour les prochaines générations. L'instabilité mondiale laissant de surcroît apparaître une faiblesse flagrante de la voix européenne sur la scène internationale, celle-ci confirme un sentiment d'impuissance politique qui ne peut qu'achever d'éroder la confiance dans sa capacité à influer le quotidien.

Ce contexte laisse apparaître un nouveau clivage encouragé par le président actuel et supposé caractériser désormais la vie politique : d'un côté l'assentiment, revendiqué ou subi, à l'évolution actuelle de l'ordre économique ; de l'autre et une offre dite « extrême » dont la résistance à l'ordre établi apparaît comme une sorte de baroud d'honneur sans perspective sociétale claire. Pourtant, une sensibilité vécue intuitivement « de gauche » reste vivace dans l'opinion, mais en décalage complet avec l'offre politique éponyme dont la dégradation semble devoir se poursuivre.

2. Les causes

Aucun parti politique n'a vocation a changer le monde. Ce sont des outils de conquête électorale. L'orientation politique de chacun d'entre eux, et de ses adhérents, provient toujours de mouvements antérieurs, comme la SFIO née sous la pression de l'Internationale ouvrière. Qu'elle soit du fait de mouvements sociaux ou de théories idéologiques, les fondements

intellectuels ont toujours précédé les partis et non l'inverse. Or le capital triomphant, aujourd'hui appelé « finance », a tiré les leçons de ses erreurs passées et évite désormais avec soin les heurts frontaux propres à susciter des mouvements de masse. L'effondrement des idéologies du siècle dernier d'une part, la pauvreté du débat intellectuel d'autre part, ont laissé place à un trou béant, un « chaînon manquant » entre le peuple et le représentation politique, là ou devrait s'élaborer le renouveau de la pensée.

Face à cette carence, la représentation de gauche a poursuivi sa route en « roue libre » dans son champ de compétence : le rendement politique à court ou moyen terme vis-à-vis de l'opinion. Un écart s'est ainsi creusé entre, d'un côté la « réalité du quotidien », les « attentes concrètes des électeurs », et de l'autre la pensée d'une analyse sociétale ressentie comme « abstraite », « éloignée des préoccupations des gens ». Le divorce était inéluctable tant les deux sont liés, l'analyse fixant les normes et donc ce qui est vécu comme normal. Un exemple parmi d'autres : une aide publique envers les agriculteurs sera vécue comme un assistanat dégradant si la norme sociale admet la loi du marché comme pertinente pour l'allocation des ressources. Dans le cas contraire, elle pourrait être vécue comme une mesure compensatoire dans l'attente de modes d'allocations alternatifs.

La gauche n'a donc que deux choix : soit se restreindre à un accompagnement social de l'ordre existant, au prix de s'effacer inéluctablement devant la droite, la gauche n'ayant évidemment « pas le monopole du cœur » ; soit assumer la nécessité impérative d'une alternative sociétale, ce qui suppose une lutte parallèle sur deux fronts : 1) les réponses aux attentes immédiates ; 2) leur mise en perspective dans un cap sociétal propre à structurer le discours politique autant que l'opinion.

3. Le cap structurant

Envisager un cap sociétal alternatif suppose la certitude absolue d'une dégradation inéluctable de la structure actuelle, c'est-à-dire indépendamment de toute politique active. À défaut, prétendre changer la société ainsi qu'on a pu le penser au siècle dernier pourrait conduire à s'égarer à nouveau dans l'utopie, comme l'a montré l'expérience et comme l'a écrit Spinoza qui ne croyait pas « possible de déterminer par la pensée un régime qui [puisse] mis à l'essai en ou pratique, ne pas échouer » (*Traité politique*, 1-3). Il justifiait cependant ce point de vue par le nombre d'esprits « pénétrants » qui, ayant de tous temps œuvré aux affaires publiques, auraient de fait aperçu ce nouveau modèle. Ce raisonnement n'intègre donc pas le caractère inédit à l'échelle historique des temps présents, qui justifie et appelle au contraire le recours à l'invention. La mise

en lumière de ce caractère inédit repose sur l'observation des trois évolutions majeures apparues au XXe siècle :

1) Le recul de l'État au profit des marchés dans la conduite des affaires publiques : mouvement amorcé au lendemain du traumatisme de la première guerre mondiale, où la puissance étatique a été désignée comme source principale du conflit. De fait, l'agression russe en Ukraine semble donner corps à la crainte du retour au premier plan de la puissance étatique ;

2) L'évolution néolibérale amorcée au tournant des années 60-70 (fin des « trente glorieuses ») vers une dérégulation soutenue. Ce mouvement toujours en court ne vise qu'à entretenir une insécurité sociale permanente pour contenir « l'inflation revendicatrice » apparue à cette époque, comme l'a très bien exposé le chercheur au CNRS Grégoire Chamayou dans *La Société ingouvernable* (La Fabrique, 2018, ISBN 978-2-35872-169-1) ;

3) La croissance économique, devenue exponentielle depuis le tournant du millénaire, conduisant mécaniquement à un étirement croissant de l'échelle des revenus et à une paupérisation inéluctable des couches populaires, et moyennes à terme, suivant un mécanisme que pourrait résumer l'oxymore de la « rareté abondante ».

4. La rareté abondante

Le développement suivant n'a pas vocation à alimenter un argumentaire militant mais à comprendre au niveau directeur l'impasse définitive des politiques sociales menées dans un contexte libéral dérégulé, notamment à visée redistributive. La démonstration ci-après développe le célèbre *paradoxe de Lauderdale*. Le parlementaire britannique observa que les richesses publiques et privées évoluaient à raison inverse l'une de l'autre, invalidant l'idée reçue que la richesse publique serait la somme des richesses particulières. Il en analysa la cause dans le fait qu'une richesse privée s'évalue à l'aune d'une valeur commerciale, donc d'une rareté relative, au détriment d'une richesse publique qui repose au contraire sur l'idée d'abondance (cf. l'air respirable de valeur commerciale nulle du fait de son abondance). Ce faisant, Lauderdale préfigurait les concepts marxiens de valeur d'usage et de valeur d'échange, mais sans pousser les conséquences au terme de leur logique.

La croissance économique est l'élément moteur du système capitaliste. Celle-ci repose sur l'investissement, qui est lui-même consenti sur la promesse d'un retour sur investissement avec intérêt. Il importe ici de considérer la définition de « croissance » qui ne fait pas consensus : augmentation de la production en volume pour les uns, du PIB pour les

autres, autrement dit de sa valeur marchande indépendamment de son volume. De fait, la mesure habituelle de la croissance en « points de PIB » va dans le sens de ces derniers. Face à cela, la théorie du calcul « à prix constants pour corriger les effets de l'inflation » vise à accréditer la thèse du volume. Ce débat est oiseux, tant que le retour sur investissement, moteur de la croissance, s'évalue bel et bien en terme de valeur marchande. Le PIB s'entend comme la masse agrégée de valeur d'échange (marchande) de toute la production. L'échange nécessite un moyen – la monnaie – dont la propre valeur (marchande) agrégée constitue la masse monétaire. La croissance repose sur cet impératif : une stricte égalité du PIB et de la masse monétaire. À défaut, il y a inflation (excès de masse monétaire) ou récession (insuffisance de masse monétaire). Or, cette exigence se heurte à un plafond de verre logique.

L'abandon du rôle monétaire de l'or dans les années 70 a permis de dépasser la limite physique de la quantité de métal disponible, d'accroître ainsi la masse monétaire internationale bien au-delà, au point que la valeur agrégée de tout l'or du monde n'en représente plus aujourd'hui qu'un dixième. Parvenue à ce stade d'abondance, la masse monétaire se heurte alors à une limite logique. Celle-ci fait en effet peser sur un seul produit, la monnaie, une valeur d'échange agrégée identique à celle de tous les autres produits et services de l'activité humaine. Si la monnaie était encore physique, elle aurait alors atteint un niveau d'abondance propre à lui faire perdre la source de sa propre valeur, à savoir sa rareté, qui dès lors s'effondrerait. Tout le casse-tête de l'économie capitaliste réside dans la réalisation de cet oxymore : parvenir à rendre la rareté… abondante !

5. La nature de l'argent

La plupart des utopies redistributives, comme beaucoup de celles entendues actuellement à la gauche de la gauche, reposent sur une méconnaissance patente de la véritable nature de la richesse et par suite de l'argent. Or, bien la saisir est un préalable indispensable à toute orientation correcte.

La solution au problème de la rareté abondante est passée par le transfert aux banques privée du pouvoir de création monétaire, au moyen de l'émission de crédits. Le public confond généralement le crédit bancaire avec un prêt, alors que les deux n'ont rien à voir ni de près ni de loin. Un prêt suppose une existence physique de la chose prêtée, qui passe de la main du prêteur à celle de l'emprunteur, et suit le chemin inverse lors du remboursement. Or, rien de tel n'advient avec le crédit qui ne consiste qu'à créer *ex nihilo* de la monnaie scripturale, autrement dit une simple ligne d'écriture pour un montant ne correspondant à aucune monnaie physique existante.

Le « crédit » porte pourtant bien son nom. Du latin « credo » (*Je crois*), ce n'est rien d'autre qu'un acte de foi, une simple anticipation d'une valeur d'échange générée par la suite et matérialisée dans l'acte appelé à tort « remboursement », et que la banque appelle plus justement « destruction monétaire » (le crédit initial étant une « création monétaire »). L'argent né du néant retourne au néant, mais a permis dans l'intervalle de créer pour un montant équivalent de richesse réelle, attestée par le « remboursement ». L'argent, créé de toute pièce et détruit par la suite, ne saurait donc matérialiser la croissance par lui-même. Si ce n'est dans cet argent éphémère, la croissance monétaire ne peut donc apparaître que dans la richesse dite « réelle » créée par le biais du crédit. Voilà pourquoi l'argent ne se partage pas. La masse monétaire n'est rien d'autre qu'une évaluation subjective, suivant l'offre et la demande, de la valeur d'échange agrégée de toute la production de biens et de services. En clair, elle se confond tout simplement avec le PIB.

6. L'impasse de toute politique redistributive

En d'autres termes, la monnaie a depuis longtemps cessé d'être un moyen d'échange physique pour devenir une simple échelle d'évaluation de la valeur d'échange de toute chose, à l'image des degrés Celsius qui évaluent la température sans être échangeables entre eux : au delà de l'impossibilité naturelle de les déplacer selon les besoins – du Sahara à la Sibérie par exemple – les deux températures s'égaliseraient de toute façon dans le tiède. De la même façon, la valeur d'échange, dépendant d'une rareté relative, serait mécaniquement dépréciée par sa répartition.

Mais là n'est pas le seul obstacle : dans le système de création monétaire actuel, il importe surtout de considérer toute allocation monétaire comme une ligne de crédit consentie, appelant par la suite à sa réalisation en richesse réelle. À défaut, on ne ferait que « faire tourner la planche à billet » et créer de l'inflation. Chaque ligne de crédit doit donc questionner sa réalisation consécutive en richesse réelle. Par exemple, les primes gouvernementales pour soutenir le pouvoir d'achat se traduiront instantanément, dans l'idéal, en consommation de biens réels parmi les charges contraintes. Un crédit plus important aurait d'autres effets. En admettant que chaque bénéficiaire soit en mesure de créer de la richesse économique équivalente au crédit qui lui serait alloué, ce qui est déjà improbable, cette richesse s'évaluerait là encore en rareté relative, par définition impossible à répartir : la richesse des uns fait nécessairement la pauvreté des autres.

Pour autant, là n'est pas encore le plus grave. Le moteur économique, comme vu plus haut, est alimenté par l'investissement et la croissance,

celle-ci étant entendue comme l'augmentation soutenue de la valeur commerciale de la production (et non de son volume). Cette réalisation prend différentes formes selon l'extrémité considérée de l'échelle des revenus :

- Au sommet, on assiste à des investissements improbables, comme par exemple acheter aux enchères une bouteille de vin de grand cru pour un demi million. Le fait peut apparaître choquant, sa pertinence économique n'en est pas moins réelle : il s'agit bien d'une création de richesse *ex nihilo* à hauteur du montant de la vente (moins l'estimation initiale de la bouteille), matérialisée non pas dans le paiement (somme déjà créditée qui n'a fait que changer de main) mais dans la bouteille elle-même qui voit sa nouvelle valeur atteinte par les enchères et devient dès lors négociable pour ce prix. La bouteille est devenue de l'argent. Voilà qui explique pourquoi l'échelle des revenus ne peut se resserrer : dans un régime de croissance exponentielle, les riches prêt à investir un demi million dans une bouteille de vin devront demain pouvoir le faire pour un million, et toujours de plus en plus par la suite.
- À la base de l'échelle sociale pourrait-on au moins se croire épargné. Or il n'en est rien car, du fait même de sa masse, celle-ci est au contraire en première ligne pour la réalisation en richesse commerciale de l'argent-crédit tiré du néant par la croissance. Cette dernière ne saurait être réalisée au moyen des consommations de loisir ou de confort, qui restent soumises aux aléas de la décision d'achat. Seules les charges dites « contraintes » répondent aux exigences d'une croissance durable et soutenue. C'est ce qui explique le paradoxe que, malgré la croissance et des gains constants de productivité, les biens fondamentaux ne deviennent pas de plus en plus abordables comme le dicterait la logique. L'opinion s'est au contraire habituée aux augmentations « traditionnelles » des 1er janvier et 1er juillet… contre toute logique !

7. Le nouveau cap sociétal

Toutes ces raisons font qu'une politique économique de justice sociale se heurtera inéluctablement à un système économique régi par la valeur commerciale, autrement dit la rareté relative, conçu à la base (« *by design* » pourrait-on dire) pour s'y opposer. Autrefois pensé comme une réponse à une rareté réelle, le système ne peut fonctionner sans, au point d'en arriver aujourd'hui, confronté à une extension démesurée de sa masse monétaire, à la créer artificiellement pour perdurer (le comble étant atteint par la technologie NFT). Le progrès sociétal, marqueur de gauche,

impose donc sans appel un cap socio-économique alternatif, ce qui suppose une action sur trois fronts :

1) L'action politique de fond (« cap structurant ») à moyen et long terme pour reformer le système ;

2) Les programmes politiques répondant aux attentes immédiates ;

3) La communication.

8. Le fond

Le cap sociétal vise à moyen ou long terme à apporter une réponse à l'impasse écrite ci-dessus, ce qui implique nécessairement un changement économique structurel, ce qui suppose un dosage adéquat entre discrétion et communication. Discrétion, car il ne s'agit pas d'alarmer inutilement les marchés, mais néanmoins communication car l'audience publique impose un marqueur identitaire de gauche clair. Ce marqueur, à l'évidence trop technique, ne saurait être asséné brutalement à une opinion essentiellement préoccupée par son quotidien. Il ne peut être identifié que par ses grandes lignes, et tirer son autorité d'un consensus ostensiblement affiché à gauche. Cette ostentation peut être obtenue par des travaux, colloques et congrès réunissant ce que la gauche compte de paroles autorisées, et en mesure d'aboutir à un *aggiornamento* idéologique suffisamment médiatisé.

Cet *aggiornamento* ne saurait évidemment prôner une abolition brutale du système sans retomber dans les errements du siècle dernier. Mais il peut prévoir de lui soustraire certains pans de marchés, notamment ceux en prise directe avec la satisfactions des besoins fondamentaux. Le recours à nos meilleurs économistes hétérodoxes sera requis pour explorer des pistes économiques alternatives à l'échange marchand, comme par exemple les expériences passées de monnaie fondante, dans l'objectif d'un allègement substantiel des charges contraintes pour le plus grand nombre.

Dans un tel objectif, un rapport de forces difficile est évidemment à prévoir avec la finance qui a ses entrées à Bruxelles. Rééquilibrer ce rapport de forces en notre faveur implique l'union de plusieurs pays. Les *États-Unis d'Europe* restant pour l'heure hors de portée immédiate, une union plus restreinte peut être envisagée avec les pays du groupe Euromed 7. Les pays de ce groupe qui le souhaitent (avec une interrogation pour Malte considérant son intransigeance face à l'avortement) pourrait plus facilement renforcer leur intégration jusqu'à former une entité parlant d'une seule voix, dans l'idéal une *Fédération européenne* prélude aux futurs États-Unis.

Cette évolution implique de parer à un autre problème : une voix étatique suffisamment forte pour soutenir un bras de fer avec les intérêts divergents suppose de revenir sur la première des trois évolutions majeures du siècle dernier, à savoir le recul de l'État au profit des marchés après le traumatisme de la première guerre mondiale. Ceci nécessite d'autant plus d'être argumenté que des potentats illibéraux actuels (russes, chinois, Brésil actuellement...), témoignent encore aujourd'hui du risque de dérives étatiques plus que jamais prégnant. C'est pourquoi il sera impératif, autant pour l'opinion que pour l'avenir, de penser dès à présent un contre-pouvoir démocratique efficace en mesure de combler le « chaînon manquant » laissé entre le peuple et la représentation politique.

Cet objectif à moyen et long terme sera présenté comme le « cap structurant » consensuel à gauche et lui conférant une identité politique propre. Afin de renforcer ce consensus, les alliances électorales, qui favorisent l'émiettement de la gauche en formations politiques distinctes, seront bannies avec force. En amont, toutes celles qui le souhaiteront auront vocation à se fondre, lors d'un congrès fondateur, dans un seul parti. Ce parti prévoira néanmoins, au rebours des statuts du PS, la possibilité de courants organisés afin de réduire la tentation de l'aventure séparée. Une gauche ainsi unie et structurée serait en capacité de faire valoir son autorité visionnaire.

9. Les programmes politiques

A ne pas confondre avec le cap structurant, chaque programme, du national au local, continuera comme par le passé à prendre en compte les attentes immédiates de nos concitoyens dans l'horizon des possibles dégagé par le contexte du moment. Les candidats seront utilement choisis pour leur autorité et leur charisme personnels auprès de leurs électorats respectifs, avant tout prosélytisme programmatique. Surtout, ils abandonneront l'argumentaire décalé des « principes » et autres « valeurs » aujourd'hui reçues par l'opinion comme des thématiques hors-sol.

L'articulation des thèmes de campagnes locaux avec l'identité véhiculée par leur parti s'effectuera désormais sur d'autres bases : l'adhésion du candidat au parti trouvera son sens dans sa participation personnelle à un projet sociétal dépassant le cadre du mandat auquel il se présente. Ce discours sera d'autant plus audible que chacun ressent plus ou moins intuitivement l'impasse sociétale actuelle, à défaut d'en percevoir une exégèse étendue, et, pour peu que s'installe la confiance dans le dialogue, montre volontiers une appétence de savoir sur ces questions. Le candidat retrouvera ainsi un crédit renouvelé, en gardant bien soin d'adapter son discours sur ces thématiques à la capacité d'écoute de son interlocuteur, sans pour autant détourner son attention des enjeux locaux.

Au niveau national, des priorités seront définies sur d'autres critères que la seule efficience économique, notamment la relocalisation des productions stratégiques actuellement dépendantes du commerce mondial. En tête de liste, un développement massif des énergies renouvelables ne répondra plus seulement à l'urgence écologique mais aussi à l'impératif politique d'une indépendance énergétique au terme le plus court possible. Dans le même ordre d'idée, des pistes alternatives à nos actuelles importations extrême-orientales de produits manufacturés devront être recherchées dans notre environnement européen ou méditerranéen.

Enfin, et surtout, des négociations devront être soutenues entres les pays du groupe Euromed 7 en vue de l'avènement le plus rapide possible de la *Fédération européenne*.

10. La communication

La communication sera la clé de tout. Son axe majeur, comme vu plus haut, sera le consensus ostensiblement affiché à gauche sur le cap structurant pour convaincre les électeurs, autant de sa nécessité impérative que de ses liens avec leurs attentes immédiates. Il s'agira ici de répondre au sens commun qui invite, avec une sagesse indéniable, à la plus grande circonspection envers les bouleversements sociétaux « déterminés par la pensée », comme l'écrivait Spinoza. C'est pourquoi les éléments de langage ne sauraient en aucun cas être abandonnés à la seule inspiration du moment face à nos concitoyens. Un plan de communication détaillé et précis est indispensable.

En premier lieu, il s'agira de populariser l'idée qu'il ne s'agit pas de *vouloir* changer la société au nom de quelconques « valeurs » ou autres déterminants issus de la pensée, mais bien d'y être *contraints* par le contexte actuel qui nous place le dos au mur, et de limiter ces changements à cette stricte nécessité. En second lieu, il s'agira de doser avec soin les différents de degrés de réception des électeurs, en fonction de leur culture politique et de leur consentement à l'effort d'écoute. Un plan de communication dûment élaboré en amont devra donc distinguer trois niveaux de communication, chacun devant faire l'objet d'une prescription détaillée :

1) Un niveau de proximité, en contact direct avec le citoyen, qui devra intégrer son niveau de résistance à la complexité macroéconomique. À ce stade sera banni avec force l'habituel réflexe « pédagogique » totalement contre-productif. Le militant privilégiera l'écoute, évoquant au besoin son adhésion à un cap sociétal comme un engagement personnel, se limitant à répondre aux questions sur ce point sans volonté prosélyte, restant concentré sur les attentes de son interlocuteur.

2) Un niveau intermédiaire. Le niveau précédent peut être propice à une curiosité manifestée par le citoyen sur le cap structurant. Le militant devra savoir le détecter et y apporter la réaction appropriée. Étant toujours entendu qu'il devra s'abstenir de tout prosélytisme qui risquerait d'être interprété comme une recherche d'endoctrinement, il devra pouvoir répondre avec un niveau de vulgarisation convenu en amont dans la stricte limite d'une satisfaction de la curiosité manifestée.

3) Le niveau expert. Il sera atteint dès lors que le militant détecte une appétence réelle ou une demande réelle de description détaillée du cap structurant. Ce sera le niveau prosélyte. La réponse prendra alors la forme d'un renvoi : vers les instances locales supérieures du parti, de la documentation ou une source web disponible. Dans ce cas dernier cas, une inscription en ligne pourrait être utilement demandée, ce dernier niveau étant propice à une prise de contact.

Force de conviction, bouche-à-oreille et exposition médiatique feront le reste.

« On ne résout pas un problème avec
les modes de pensée qui l'on engendré. »
Albert Einstein